

Ils nous la font payer, LEUR CRISE !

**Pour
ne pas conti-
nuer à payer le
prix de leur crise:
toutes et tous à
Berne le samedi
19 septembre à
13h30!**

Depuis l'automne c'est la crise. Elle ne tombe pas du ciel, mais résulte d'un mode de produire les richesses qui vise le profit de quelques uns au lieu de la satisfaction des besoins de la majorité de la population.

C'est pourtant aux capitalistes qu'on a versé, à travers le monde, des centaines de milliards de francs, d'euros, de dollars, de deniers publics. Grandes bénéficiaires de cette aide, les banques en ont profité pour régler des problèmes de liquidités, pour verser les dividendes aux actionnaires et les bonus aux managers.

A l'autre bout, en bas, ce sont celles et ceux qui n'ont que leur travail –et parfois même pas– pour exister, qui la paient, cette crise ! En six mois, plus de 11'000 emplois ont disparu dans l'industrie en Suisse, des milliers de licenciements ont été prononcés dans le secteur bancaire, tandis que ce sont les revenus de tous qu'on ponctionne en réduisant le taux de conversion du deuxième pilier, ce salaire différé pour lequel on nous demande de payer toujours plus pour toucher toujours moins!

Ca ne va pas s'arrêter tout seul !

D'après une enquête récente, 52% des entreprises en Suisse vont procéder à des licenciements massifs durant les douze mois qui viennent. Et, 27% -dont une bonne partie de celles qui licencient- vont aussi embaucher... mais sur la base de contrats à courte durée. Véritables salariés kleenex, les nouveaux embauchés pourront être plus facilement jetés après usage!

En même temps, c'est au nom de la sauvegarde de l'emploi qu'on veut réduire les salaires. Lors de

la dernière conférence de l'Organisation internationale du travail, la proposition a été faite de baisser de moitié les salaires des gens si cela permet de limiter les réductions d'emplois. Pour sa part, British Airways veut obliger ses salariés à travailler gratuitement un mois par an.

Du temps du féodalisme, on obligeait les paysans à travailler gratuitement trois jours par semaine pour le maître des terres : aujourd'hui c'est pour les maîtres du Capital qu'il faudrait travailler gratuitement !

Plutôt deux fois qu'une !

Malgré les sacrifices demandés, les suppressions d'emplois continuent. Comme continue le démantèlement des prestations sociales à commencer par l'assurance chômage. Malgré une pression grandissante sur les emplois et une augmentation accrue du chômage, la proposition de révision de la loi sur le chômage en discussion au Parlement vise surtout à faire des économies sur le dos de ceux qui pour des raisons qui les dépassent se retrouvent devoir bénéficier de l'assurance-chômage.

Deux mesures graves sont prévues par la nouvelle loi. Le nombre de mois ouvrant le droit au chômage devrait passer de 12 à 18 mois, tandis que la durée des prestations de l'assurance chômage restera inchangée, à savoir, 400 jours. D'autre part, les délais de carence pour les jeunes de 18 à 25 ans, c'est-à-dire la période durant laquelle ils n'auront pas droit au chômage, passerait, indépendamment d'une fin d'études, à 6 mois pour l'ensemble des personnes dans cette tranche d'âge. Aux parents et aux familles de les prendre en charge!

Renflouer l'AI par la TVA ? Encore à nous de payer !

Fin septembre on votera sur le refinancement de

www.gauche-anticapitaliste.ch

contact@gauche-anticapitaliste.ch

Gauche Anticapitaliste

l'assurance invalidité. Cette assurance sociale est depuis des années dans les chiffres rouges, mais depuis quand une assurance sociale doit-elle faire des bénéfices ? Pourtant, ces résultats servent de prétexte à la bourgeoisie pour mettre en place un démantèlement rapide et sans scrupules de toutes les protections sociales créées pendant la période de trente années - qu'on a dites glorieuses- qui a suivi la deuxième guerre mondiale.

Mais la bourgeoisie n'entend pas en rester là: c'est en reportant les coûts sur les salariés par le biais de l'augmentation de la TVA, impôt sur la consommation qui touchera l'ensemble la population, qu'elle fait semblant de vouloir assainir l'AI, tout en poursuivant les politiques d'austérité qui avaient commencé, en 2004, avec la 4ème révision de l'AI.

Ce refinancement de l'AI par l'augmentation de la TVA, malgré son côté extrêmement antisocial, est présentée par l'ensemble de la classe politique, tous camps confondus, comme étant le fruit d'un compromis. Or, les compromis, en Suisse, nous les connaissons bien : comme par hasard ils se font toujours sur le dos de la même couche de la population, les salariés.

Toutes les propositions qui visaient un renflouement sans faire passer à la caisse l'ensemble de la population ont été balayées sans pitié. Il avait été question d'un déplaçonnement de la cotisation AVS/AI: cette solution a été écartée car elle imposait les salaires de celles et de ceux qui touchent plus de 8900.- par mois...

Une deuxième solution proposait un renflouement par l'or de la BNS: à l'époque, la droite avait argumenté qu'il était le seul garant de la stabilité monétaire de la Suisse et qu'il ne fallait surtout pas y toucher. Et pourtant, cette même droite ne s'est pas privée de gager les réserves d'or de la BNS pour pouvoir emprunter aux USA les milliards nécessaires pour aider... l'UBS!

Chassés du travail, jetés du chômage et virés de l'AI...

Ce compromis est un marché de dupes dans la mesure où il n'empêche pas la poursuite du démantèlement. Ainsi, par exemple, ceux qui, soi-disant, défendent les classes précarisées et les assurances sociales, n'ont même pas osé négocier un arrêt du dé-

mantèlement en échange de la TVA. Et les coupes à venir seront plus importantes que jamais.

Après les restrictions d'accès à l'AI imposées avec la 5ème révision déjà en vigueur, avec la 6ème révision c'est aux rentes en cours qu'ils vont s'en prendre, l'objectif affiché étant de supprimer 5% des rentes. Autrement dit, ce sont 12'500 personnes qu'on veut chasser de l'AI !

Jetés du travail, du chômage et de l'AI, de plus en plus de salarié.e.s pourraient bien se retrouver à l'assistance publique. Mais pour bénéficier de quelles prestations puisque, sous prétexte de relance, on réduit les impôts, en particulier pour les sociétés et les capitaux? Asséchées, les caisses publiques auront-elles encore les moyens de construire des logements sociaux, d'ouvrir des crèches, de financer la formation professionnelle, de faire fonctionner les écoles et les hôpitaux ?

**Pour
ne pas continuer à
payer le prix de leur crise:
toutes et tous à Berne le sa-
medi 19 septembre à 13h30!
Des trains spéciaux pour se rendre à
Berne seront organisés par la
Communauté genevoise d'action
syndicale
(info@cgas.ch)**

Cela n'est pas une fatalité!

Cette manière de nous imposer le prix de la crise n'est pas une fatalité. C'est le choix d'un gouvernement qui est là pour faire appliquer les besoins des capitalistes. Certes, moins la résistance des gens se manifesterait, plus les patrons et leur gouvernement pourraient imposer leurs solutions.

A l'inverse, plus la résistance sera forte et organisée, moins grande sera leur marge de manœuvre pour nous les imposer.

Résister, c'est s'organiser sur les lieux de travail pour se défendre ensemble ; c'est faire valoir les besoins des salarié.e.s, qui sont ceux de millions de femmes et d'hommes, contre ceux d'une minorité d'actionnaires et des quelque 200'000 millionnaires que compte ce pays.

Pour ce faire, la manifestation nationale convoquée à Berne le 19 septembre par les syndicats ne devra être qu'un début. Y participer, c'est nécessaire, mais cela ne suffira pas car on ne peut plus se contenter de manifester sur notre temps libre : c'est sur leur temps de travail qu'il faudra se mobiliser ! D'autres échéances de mobilisation doivent être mises sur pied, en particulier une journée nationale de grève et de manifestations sur le modèle de la grève des femmes de 1991.